

Privatisation inacceptable et impopulaire : SUD appelle à continuer la lutte et à se rassembler le 15 décembre !

La loi de privatisation de La Poste sera discutée à l'Assemblée Nationale à partir du mardi 15 décembre. C'est un véritable passage en force du patronat et de ce gouvernement réactionnaire, malgré le refus massif exprimé tant par les postiers que les usagers.

Si SUD ne se fait guère d'illusions sur le vote des députés, avec une majorité à droite, il est de la responsabilité des postiers de continuer la lutte contre la privatisation. Après la grande journée de mobilisation et de grève du 22 septembre, la votation citoyenne où 2,3 millions d'usagers se sont exprimés pour la sauvegarde de leur service public et contre le projet de privatisation du gouvernement Sarkozy, la grève illimitée du 24 novembre où les reconductions ont eu lieu sur certains bureaux, il faut aujourd'hui continuer la mobilisation !

Nous savons très bien les conséquences néfastes que la privatisation aura pour nous : accélération des réorganisations, augmentation des suppressions d'emplois, dégradation générale et très importante des conditions de travail...

Avant peut-être les plans sociaux et les charettes de licenciement demandées par les actionnaires. Sans oublier la baisse de qualité de service rendu aux usagers.

Aujourd'hui, l'examen du projet de loi à l'Assemblée Nationale doit être une nouvelle fois l'occasion de montrer notre opposition à la privatisation en nous mobilisant et en manifestant !

Pour SUD, au-delà de ce 15 décembre, la lutte contre la privatisation, contre la casse des services publics, doit continuer. La mobilisation d'ampleur des postiers, comme de l'ensemble du monde du travail, reste d'actualité pour arrêter ce patronat et ses attaques incessantes.

Oui les travailleurs doivent relever la tête ! Oui il est possible d'inverser les rapports de force !



**RASSEMBLEMENT MARDI 15 DECEMBRE A 18H00
DEVANT L'ASSEMBLEE NATIONALE**

Métro : Assemblée Nationale (ligne 12)